

## DELIBERATION

Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire

Conseil Communautaire du	31 mars 2017
-----------------------------	--------------

à	16h00
---	-------

N°ordre	106
N° identifiant	2017-0174

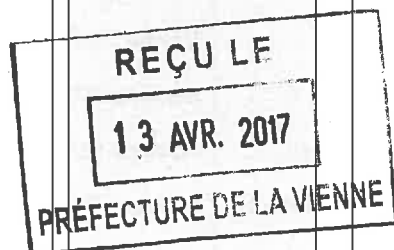
Titre	20 - Immobilisations incorporelles - 1797 - Autorisation de programme 2017 - PLU et ETUDES - PLU 27 communes - Plan Local d'Urbanisme - Arrêt du projet de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Tercé
-------	--

Rapporteur(s)	Dominique CLEMENT
Date de la convocation	10/03/2017

Président de séance	Monsieur Alain CLAEYS
Secrétaire(s) de séance	M. BLANCHARD F. et M. ROBLLOT

PJ.	<p>Page de garde - sommaire</p> <p>Rapport de présentation</p> <p>PADD</p> <p>Orientations d'aménagement</p> <p>Page de garde - Zonage</p> <p>Plan de zonage 1 - Ouest</p> <p>Plan de zonage 2 - Est</p> <p>Plan de zonage 3 - Bourg</p> <p>Annexe zonage - Bâti protégés</p> <p>Annexe zonage - Emplacements réservés</p> <p>Règlement</p> <p>Page de garde - Liste annexes</p> <p>Page de garde - Annexe 1 - Servitudes</p> <p>Annexe 1 - Plan des servitudes d'utilité publique</p> <p>Annexe 1 - Notice servitude AC1</p> <p>Annexe 1 - Notice servitude AS1</p> <p>Annexe 1 - Notice servitude EL7</p> <p>Annexe 1 - Notice servitude I3</p> <p>Annexe 1 - Notice servitude I4</p> <p>Annexe 1 - Notice servitude I6</p> <p>Page de garde - Annexe 1 - DPU</p> <p>Annexe 2 - Périmètre DPU</p> <p>Page de garde - Annexe 3 - Carrières</p> <p>Annexe 3 - Rapport ICPE Carrières</p> <p>Annexe 3 - Arrêté du 11 juillet 2003</p> <p>Page de garde - Annexe 4 - Plomb</p> <p>Annexe 4 - Arrêté du 15 juillet 2002</p> <p>Page de garde - Annexe 5 - Annexes sanitaires</p> <p>Annexe 5 - Plan réseau AEP</p> <p>Annexe 5 - Plan réseau assainissement</p> <p>Annexe 5 - Arrêté du 19 mai 1998</p> <p>Annexe 5 - Arrêté du 7 septembre 2009</p> <p>Annexe 5 - Arrêté du 27 avril 2012</p> <p>Annexe 5 - Périmètre de protection captages</p> <p>Page de garde - Annexe 6 - Information sols</p> <p>Annexe 6 - Fiche BASIAS PLAND - Dépôt essence</p> <p>Annexe 7 - Bilan de la concertation</p>
-----	---

Membres en exercice	91	
Quorum		



Présents	71	<p>M. Alain CLAEYS - <b>Président</b></p> <p>M. Claude EIDELSTEIN - M. Francis CHALARD - M. Guy ANDRAULT - M. El Mustapha BELGSIR - M. Michel BERTHIER - M. Jean-Claude BOUTET - Mme Christine BURGERES - M. Jean-Louis CHARDONNEAU - M. Dominique CLEMENT - M. Bernard CORNU - M. Patrick CORONAS - M. Michel FRANCOIS - Mme Anne GERARD - M. René GIBAUT - Mme Pascale GUITTET - M. Gérard HERBERT - M. Daniel HOFNUNG - Mme Florence JARDIN - M. Laurent LUCAUD - M. Jérôme NEVEUX - Mme Joëlle PELTIER - M. Fredy POIRIER - Mme Eliane ROUSSEAU - Mme Corine SAUVAGE - M. Gérard SOL - M. Alain TANGUY <b>Membres du bureau</b></p> <p>M. Jacques ARFEUILLERE - M. François BLANCHARD - M. Gérald BLANCHARD - Mme Nicole BORDES - M. Patrick BOUFFARD - Mme Coralie BREUILLE - M. Dominique BROCAS - M. Christophe CHAPPET - M. Jacky CHAUVIN - M. Jean-Marie COMPTE - Mme Jacqueline DAIGRE - Mme Stéphanie DELHUMEAU-DIDELOT - M. Gérard DELIS - Mme Catherine FORESTIER - M. Claude FOUCHER - M. Hervé GARCIA - Mme Nelly GARD-FLIP - Mme Jacqueline GAUBERT - M. Yves JEAN - M. Olivier KIRCH - M. Serge LEBOND - Mme Véronique LEY - M. Claude LITT - M. Maguy LUMINEAU - M. Jean-Luc MAERTEN - Mme Nicole MERLE - M. Bernard PERRIN - Mme Patricia PERSICO - M. Bernard PETERLONGO - M. Christian PETIT - Mme Marie-Thérèse PINTUREAU - M. Sylvain POTHIER-LEROUX - Mme Marie-Dolorès PROST - M. Edouard ROBLOT - Mme Véronique ROCHAIS CHEMINEE - M. Christian ROUX - Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX - M. Michel SAUMONNEAU - M. Daniel SIRAUT - Mme Laurence VALLOIS-ROUET - Mme Christiane FRAYSSE - Mme Peggy TOMASINI <b>les conseillers communautaires</b></p> <p>M. Pascal ABADIE <b>le conseiller communautaire suppléant</b></p>	
Absents	12	<p>M. Philippe BROTTIER - M. Gilles MORISSEAU <b>Membres du bureau</b></p> <p>M. Daniel AMILIEN - Mme Martine BATAILLE - M. Joël BIZARD - M. Jean-Hubert BRACHET - M. Jean-François JOLIVET - M. Philippe PALISSE - M. Paul PUCHAUD - Mme Nathalie RIMBAULT-HERIGAULT - Mme Cécile RUY-CARPENTIER - M. Alain VERDIN <b>les conseillers communautaires</b></p>	
Mandats	8	<p><b>Mandants</b></p> <p>Monsieur TRICOT Aurélien</p> <p>Monsieur BLUSSEAU Jean-Daniel</p> <p>Madame BRINGER Ghislaine</p> <p>Madame GUERINEAU Diane</p> <p>Monsieur HALLOUMI Abderrazak</p> <p>Madame MARCINIAK Marie-Christine</p> <p>Madame MORCEAU Francette</p> <p>Madame FAURY-CHARTIER Michèle</p>	<p><b>Mandataires</b></p> <p>Madame SAUVAGE Corine</p> <p>Monsieur BELGSIR El Mustapha</p> <p>Monsieur ROUX Christian</p> <p>Madame TOMASINI Peggy</p> <p>Madame BURGERES Christine</p> <p>Monsieur CHARDONNEAU Jean-Louis</p> <p>Monsieur BLANCHARD François</p> <p>Madame SARRAZIN-BAUDOUX Christine</p>
Observations			

Projet de délibération étudié par :	03-Commission aménagement de l'espace communautaire et équilibre social de l'habitat 01- Commission Générale et des Finances
Service référent	Direction Générale Développement urbain - Construction Direction Urbanisme - Mixité sociale

Ce sujet fait l'objet de plusieurs engagements de l'Agenda 21 : « lutter contre le changement climatique », « préserver les ressources », « développer les solidarités » et « consommer autrement ». En effet, le Plan Local d'Urbanisme, document ayant fait l'objet d'une large concertation, s'inscrit dans une démarche qui maîtrise l'étalement urbain, tend vers une plus grande qualité des projets de construction et de rénovation, protège les espaces naturels, forestiers et agricoles et développe la mixité urbaine.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L103-2 et suivants, L.153-9, L.153-11 et suivants et R153-1 à R153-10

Vu l'arrêté préfectoral n°2016-D2-B1-036 portant création au 1<sup>er</sup> janvier 2017 de Grand Poitiers Communauté d'agglomération, établissement public à fiscalité propre issu de la fusion de la Communauté d'Agglomération Grand Poitiers avec les communautés de communes du Pays Mélusin, du Val Vert du Clain, de Vienne et Moulière et de l'extension aux communes de Chauvigny, Jardres, La Puye et Sainte-Radegonde

Vu le Plan d'Occupation des Sols (POS) approuvé le 13 avril 2001 par la commune de Tercé

Vu la délibération du 13 juin 2014 de la commune de Tercé engageant la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune Tercé et définissant les modalités de concertation

Vu la délibération de la commune de Tercé en date du 8 novembre 2016 relative au débat sur les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) définies dans le cadre de la procédure d'élaboration du PLU de la commune

Vu la délibération de la commune de Tercé en date du 10 février 2017 sollicitant la poursuite de la procédure d'élaboration du PLU communal par Grand Poitiers Communauté d'agglomération

Vu la délibération du conseil de Grand Poitiers Communauté d'agglomération du 17 février 2017 décidant de poursuivre la procédure d'élaboration du PLU initiée par la commune

Vu la délibération du conseil de Grand Poitiers Communauté d'agglomération du 31 mars 2017 relative à l'utilisation du contenu modernisé du Code de l'Urbanisme pour la rédaction du volet réglementaire d'un PLU.

La commune de Tercé disposait d'un Plan d'Occupation des Sols (POS) jusqu'au 27 mars 2017. Par délibération du 13 Juin 2014, le Conseil municipal de Tercé a décidé de prescrire l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la commune. Cette délibération précise également les modalités de la concertation, qui sont développées ci-dessous.

### **Bilan de la concertation**

Une réunion de lancement de la procédure a eu lieu le 5 novembre 2014 devant le Conseil municipal afin d'échanger sur les enjeux du futur PLU, d'explicitier la méthode de réalisation et de préciser les modalités de la concertation.

La concertation avec les habitants de Tercé a été réalisée tout au long de la procédure d'élaboration du PLU. Monsieur le Maire et les élus du Conseil municipal se sont mobilisés pour informer la population tout au long de la réalisation des études : réunions techniques, articles dans le bulletin municipal, réunions publiques, affichages en Mairie et registre des observations.

Une concertation spécifique a été conduite avec les agriculteurs lors d'une réunion le 24 mars 2015 pour expliciter le contexte juridique du PLU et ses implications pour l'activité agricole, notamment au regard des enjeux environnementaux. La Chambre d'Agriculture de la Vienne a été associée à cette démarche, dans une logique de concertation large avec la profession. Au-delà de la réunion d'information, des questionnaires ont été remis à l'ensemble des exploitants afin qu'ils précisent leur activité, leurs projets éventuels, pour que ces données abondent au diagnostic du PLU.

Une autre concertation spécifique a été conduite dans le domaine de l'environnement, notamment pour l'inventaire de la Trame verte et bleue locale. Une réunion de lancement a été organisée le 14 avril 2015. Les membres du groupe de travail ont ensuite effectué un travail de terrain, sur la base des documents cartographiques fournis par le bureau d'études, afin de préciser l'état des lieux environnemental et valider les protections à mettre en œuvre.

Une dernière concertation spécifique a également été conduite dans le domaine des déplacements. Une réunion de lancement a été organisée le 24 mars 2015 avec le groupe de travail « Mobilités ». Les membres du groupe de travail ont ensuite effectué un travail de terrain, sur la base des documents cartographiques fournis par le bureau d'études, afin de préciser l'état des lieux et valider les dispositions à mettre en œuvre.

L'ensemble de ces ateliers participatifs a permis la mise à jour du rapport de présentation du PLU. Le diagnostic territorial et environnemental de Tercé a été présenté lors d'une réunion publique le 6 mai 2015. La séance a été ouverte aux questions et observations du public afin d'explicitier le diagnostic et présenter les enjeux du territoire.

Ces éléments ont permis de construire le Projet d'Aménagement et de Développement Durables. Celui-ci définit les axes suivants pour l'action de la commune à un horizon de 10 ans :

- 1-Protéger les éléments-supports de la biodiversité
- 2-Protéger le cadre de vie rural
- 3-Rechercher la sobriété énergétique
- 4-Maintenir la vitalité démographique
- 5-Assurer la cohérence de la politique de l'habitat
- 6-Protéger le potentiel agricole et sylvicole
- 7-Pérenniser les services en place
- 8-Accompagner le développement du site du Normandoux.

C'est sur la base de ces orientations que le PLU a été élaboré et que les autres pièces du dossier ont été constituées (orientations d'aménagement et de programmation, règlement, règlement graphique).

L'ensemble de ces pièces a également été conçu en concertation avec les Services de l'État. Quatre réunions de travail sur le PADD et les autres outils réglementaires ont été organisées les 1<sup>er</sup> et 22 octobre 2015, ainsi que les 15 septembre et 3 octobre 2016.

Le dossier complet du PLU a été présenté aux Personnes Publiques Associées lors d'une réunion, le 27 octobre 2016.

Le Conseil municipal a examiné et débattu des orientations du PADD lors de la séance du 8 novembre 2016.

Une seconde réunion publique a été tenue le 18 novembre 2016 afin d'exposer à la population l'ensemble du travail et de préciser le projet communal avant que le Conseil municipal n'arrête celui-ci. La séance a été

ouverte aux questions et observations du public afin d'expliciter le projet et présenter les outils de gestion du territoire à un horizon de 10 ans.

Sur le plan environnemental, le projet de PLU a été soumis à la Mission Régionale d'Autorité Environnementale afin de déterminer s'il était soumis à évaluation environnementale spécifique. Par avis rendu en date du 8 décembre 2016, le PLU de la commune de Tercé n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Dans ce cadre de la Loi NOTRe et de la modification subséquente du Schéma Départemental de Coopération Intercommunale, Tercé et la Communauté de Communes « Vienne et Moulière » ont rejoint, au 1<sup>er</sup> Janvier 2017, Grand Poitiers Communauté d'agglomération.

Dans ce nouveau cadre, le dossier d'arrêt-projet du PLU a été examiné en Commission Urbanisme intercommunale en mars 2017.

## **Arrêt du projet de Plan Local d'Urbanisme**

La commune de Tercé est une commune à la fois rurale et périurbaine, située à 17 kilomètres du centre-ville de Poitiers. Elle s'étend sur 2 353 hectares et compte 1 115 habitants (recensement INSEE de 2013).

C'est une commune qui dispose d'un patrimoine historique et paysager intéressant et d'un patrimoine environnemental non négligeable. Le projet porté par le PLU prend en compte cette richesse, qui a servi d'axe de travail à l'élaboration du document d'urbanisme ; il s'agit d'un projet respectueux et modéré.

La commune n'est pas concernée par des espaces protégés (site Natura 2000) ou importants (ZNIEFF) pour la préservation de la biodiversité. Néanmoins, les boisements épars et le linéaire de haies bocagères qui traversent la commune d'Ouest en Est sont considérés comme un corridor écologique d'importance régionale au Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE). En réponse, le zonage mis en œuvre dans le cadre du document d'urbanisme est protecteur puisque l'intégralité de cet axe est classée en zone naturelle.

Sur l'ensemble du territoire communal, les exploitations et les terres agricoles sont concernées par un zonage « A » qui permet de nouvelles constructions, mais de façon limitée dans des espaces déjà investis pour l'agriculture ; cela permet de ne pas engendrer de nouveaux impacts sur les espaces naturels.

Le Bourg de Tercé présente plusieurs espaces quasi-interstitiels au sein desquels le développement de l'habitat est possible tout en conservant la position centrale du Bourg et en évitant l'urbanisation linéaire le long des axes de circulation. Le développement du bâti tel qu'il est envisagé permet de ne pas empiéter sur les espaces agricoles et naturels alentour. La plus grosse partie des zones ouvertes à l'urbanisation se trouve en situation enclavée au sein de l'enveloppe bâtie existante, dans une logique de moindre consommation d'espace.

Sur les villages de « La Quaillère » (à l'Ouest), « Les Basses Forges » (au Sud-Ouest du Bourg) et « Les Berjottes » (au Nord-Ouest du Bourg), aucune ouverture à l'urbanisation n'est planifiée. Le potentiel d'accueil sur ces villages est envisagé *intra-muros* (rénovation du bâti, utilisation des espaces interstitiels). Par ailleurs, des coupures d'urbanisation sont respectées entre ces villages et le Bourg afin de ne pas rompre les corridors écologiques locaux entre les différents sites naturels protégés.

Seul le village de « La Pithière » dispose d'une zone ouverte à l'urbanisation, de taille très limitée (0,4 hectare). De manière globale, toutes les zones ouvertes à l'urbanisation sont raccordées à l'assainissement collectif, évitant de nouveaux investissements à la collectivité.

L'ouverture à l'urbanisation est globalement limitée (7,9 hectares) et, à travers les orientations d'aménagement et de programmation mises en œuvre, l'impact éventuel sur l'environnement est neutralisé (traitement paysager, maintien d'écrans verts entre les constructions et les paysages alentour..).

Le projet porté par le PLU de Tercé n'aura donc pas d'effet notable sur l'environnement car la démarche itérative de connaissance et de prise de l'environnement suivie tout au long de son élaboration a permis d'irriguer la réflexion autour du projet de territoire.

Sur le plan économique, le projet porte une orientation de développement du site du « Normandoux », au Nord du Bourg, dans la perspective de l'ouverture d'une école de DJ. Il s'agit là d'un site important pour l'emploi local.

Il convient aujourd'hui d'arrêter le projet de PLU de la commune de Tercé afin de le soumettre pour avis aux Personnes Publiques Associées, puis par la suite, à l'enquête publique avant son approbation.

En conséquence, il vous est proposé :

- de tirer le bilan de la concertation et d'arrêter le projet de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Tercé tel qu'il est annexé à la présente délibération
- d'afficher la présente délibération, conformément à l'article R.153-3 du Code de l'Urbanisme, pendant un mois au siège de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale et dans la mairie de la commune membre concernée
- d'autoriser le Président ou son représentant à signer tout document à intervenir dans cette affaire.

Les dépenses correspondantes seront inscrites à l'imputation 3400/810/202 du budget principal de Grand Poitiers Communauté d'agglomération.

POUR	73	
CONTRE	0	
Abstention	6	M. Gérald BLANCHARD, Mme Jacqueline DAIGRE, Mme Stéphanie DELHUMEAU-DIDELOT, M. Sylvain POTHIER-LEROUX, Mme Marie-Dolorès PROST, M. Edouard ROBLOT
Ne prend pas part au vote	0	

Pour le Président,



*(Handwritten signature in blue ink)*

Michel BERTHIER

RESULTAT DU VOTE

Adopte

Affichée le	7 avril 2017
Date de publication au Recueil des Actes Administratifs	
Date de réception en préfecture	

Identifiant de télétransmission		
Nomenclature Préfecture	2.1	
Nomenclature Préfecture	Documents d'urbanisme	

**GRAND POITIERS** Communauté d'agglomération

15 Place du Maréchal Leclerc  
CS 10569  
86021 POITIERS cedex

